



Votre référence :

Notre référence : 1700K105 25-0398 MAP

Affaire suivie par : M.A POURCHIER

Téléphone : 04.90.15.98.02

Courriel : m.pourchier@cnr.tm.fr

COMMUNAUTE DE COMMUNE DU VAL DE DROME
EN BIOVALLEE

A l'attention de Yves DEBOUVERIE

Monsieur le Président de la commission d'enquête du
PLUI

96 ronde des Alisiers

Ecosite du Val de Drôme

26400 EURRE

enquete-publique-6346@registre-dematerialise.fr

Objet : Demande d'évolution du projet de PLUI

Villeneuve les Avignon, le 25 juin 2025

Monsieur le Président de la Commission d'enquête du PLUI,

Par la présente, nous vous informons que nous avons pris connaissance du projet de PLUI actuellement en enquête publique.

Préalablement à toute observation, il convient de rappeler que CNR s'est vue confier, au titre de la concession que lui a consenti l'Etat en 1934, l'aménagement et l'exploitation du fleuve Rhône au triple point de vue de l'utilisation de la puissance hydraulique, de la navigation, et de l'irrigation, l'assainissement et les autres emplois agricoles.

Les obligations attachées à cette concession, issues du cahier des charges général annexé à la loi du 27 mai 1921, telle que modifiée par la loi n°2022-271 du 28 février 2022, lui imposent une surveillance de ses ouvrages (électriques, en terre ou autre) et un entretien du lit du Rhône et de certains affluents afin d'assurer et de préserver la stabilité et l'intégrité des ouvrages relevant de la concession.

CNR est par ailleurs, via cette concession, est chargée de :

- favoriser dans la vallée du Rhône et notamment par l'utilisation de son domaine concédé « *le développement économique, local et touristique et des emplois induits* » (art. 1^{er} du cahier des charges général de la concession) ;
- contribuer à la structuration de filières économiques et industrielles autour des ports et de la voie d'eau, « *notamment celles disposant d'un potentiel de massification important (exemple : filières du recyclage, du traitement des déchets de construction et du BTP, de l'économie circulaire, de l'écologie industrielle, etc.)* » (schéma directeur couvrant la période 2021-2041 annexé à la concession) ;
- réaliser un programme de travaux supplémentaires (article 4 du cahier des charges général de la concession)
- d'accompagner la construction « d'ouvrages intéressant le rétablissement et le développement de la production agricole » (art. 1^{er} du cahier des charges général de la concession) ;

A cet égard, il importe que le règlement (écrit et graphique), les orientations concernant le domaine CNR lui permettent à tout moment et sans entrave d'exercer son rôle de concessionnaire dans le respect du cahier des charges général de la concession résultant de la loi du 27 mai 1921 et des textes subséquents.

COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE

Direction des Territoires : 25 bis chemin des Rocailles – BP 194 – 30401 VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON CEDEX -FRANCE

Tél.: +33 (0)4 90 15 98 00 - drm@cnr.tm.fr

Siège social : 2 rue André Bonin - 69316 LYON CEDEX 04 - FRANCE – Tél.: +33 (0)4 72 00 69 69 – Fax : +33 (0)4 72 10 66 66 -cnr.lyon@cnr.tm.fr

Société anonyme d'intérêt général au capital de 5 488 164 € / RCS Lyon 957 520 901

cnr.tm.fi



Dans ce cadre, CNR est amenée à s'assurer que le document d'urbanisme en cours de révision garantisse la construction et l'utilisation du sol nécessaires aux missions qui lui sont dévolues par l'Etat.

S'agissant d'un PLUI, nos remarques ne valent que sur les territoires de Livron sur Drôme et de Loriol sur Drôme.

Sur le règlement graphique, il n'apparaît pas de zone Nf relative au domaine public fluvial et à la concession Rhône alors qu'il existe des zonages sous zonage spécifique type jardin protégé ou zone stricte.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire évoluer également le règlement écrit de la zone N correspondant aux emprises de la CNR intègre dans son rédactionnel les termes ci-dessous. :

« sont autorisés les travaux, constructions et installations y compris ICPE, nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des ouvrages hydroélectriques ainsi que les projets affectés à la poursuite de l'objet de la concession relative à l'aménagement du Rhône entre la frontière suisse et la mer, au triple point de vue de l'utilisation de la puissance hydraulique, de la navigation, de l'irrigation, de l'assainissement et des autres emplois agricoles accordée par l'Etat au concessionnaire. ».

Par ailleurs, le règlement devra permettre la possibilité pour CNR de créer, sur son domaine concédé, des affouillements et exhaussements

En ce qui concerne les trames vertes et bleues, il convient de sortir également les ouvrages endigués CNR tel que présenté dans le schéma ci-dessous (digue jusqu'à la piste de rocade externe au contre-canal).



Différents degrés d'entretien de la végétation sont préconisés pour chaque partie de l'ouvrage :

- **Zone verte** : l'entretien laisse une évolution libre de la végétation : la création d'une zone avec des arbres ne pose pas de problèmes à court terme. Une surveillance est toutefois mise en place, avec des interventions ciblées de coupe et d'élagage pour le respect de la sécurité par le maintien du bon écoulement des eaux du contre canal.
- **Zone orange** : le développement de la végétation peut être toléré mais il doit être maîtrisé pour que les contrôles nécessaires puissent être effectués. La croissance de la végétation est contenue par coupe, fauche et débroussaillage.
- **Zone rouge** : un entretien important de la végétation est nécessaire et obligatoire. Les plantes doivent être absolument maintenues rases. On utilise pour cela la coupe, la fauche et le débroussaillage, ou le pâturage

De ce fait, la réglementation relative à la ripisylve ne peut pas s'appliquer sur les ouvrages classés barrage même si ceux-ci sont en terre.

La présence d'espace boisé classé dans les emprises CNR n'est pas conciliable avec les enjeux de sûreté. En effet le document d'urbanisme doit être compatible avec les obligations de la CNR issue de la réglementation applicable en matière de barrage et liées à la sécurité publique, en particulier du décret n° 2007-1735 en date du 11 décembre 2007 concernant la sécurité des ouvrages hydrauliques. Ces obligations (par exemple : entretien de la végétation pour l'écoulement des crues, dragage...) appellent une vigilance particulière de la part des auteurs du PLUI afin d'éviter des classements inadéquats en espace boisé classé, espace réservé, etc. qui feraient obstacle à la bonne exécution par la CNR de ses missions.

Nous avons constaté que le PLUI prévoit en cas de destruction de mesures compensatoires en zone humide, une compensation à 200%. Ces destructions font l'objet d'autorisation ou arrêté préfectoral qui encadrent ces mesures. A quel titre le PLUI peut rajouter ce type de mesure ?

COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE

Direction des Territoires : 25 bis chemin des Rocailles – BP 194 – 30401 VILLENEUVE-LEZ-AVIGNON CEDEX -FRANCE

Tél.: +33 (0)4 90 15 98 00 - drm@cnr.tm.fr

Siège social : 2 rue André Bonin - 69316 LYON CEDEX 04 - FRANCE – Tél.: +33 (0)4 72 00 69 69 – Fax : +33 (0)4 72 10 66 66 - cnr.lyon@cnr.tm.fr

Société anonyme d'intérêt général au capital de 5 488 164 € / RCS Lyon 957 520 901



Actuellement CNR porte un projet de restauration de la roselière de Printegarde qui nécessitera la réalisation de mesures compensatoires. La rédaction du futur PLUI s'il devait s'appliquer à ce projet, ne nous permettrait pas de réaliser lesdits travaux.

Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir faire évoluer le projet de PLUI, objet de la présente enquête publique.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'informations que vous jugeriez utile.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la commission d'enquête du PLUI, l'expression de nos salutations distinguées.

A blue ink signature of Marie-Ange Pourchier.

Marie-Ange POURCHIER

Responsable Equipe Rhône Aval

